

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE**



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

RAPPORT D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES 2021

Secrétariat Permanent du Comité de Politique Fiscale
Septembre 2022

SOMMAIRE

| | |
|--|------------|
| SOMMAIRE | I |
| LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS | II |
| LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES | III |
| RESUME EXECUTIF | IV |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL ET D'ANALYSE DE L'EVALUATION | 2 |
| I. DEFINITION DES CONCEPTS | 2 |
| II. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION | 3 |
| CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES | 12 |
| I. INVENTAIRE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES DE L'ANNEE 2021 | 12 |
| II. QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES DE L'ANNEE 2021 | 16 |
| CONCLUSION | 25 |
| ANNEXES | 26 |

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| CFA | : Communauté Financière Africaine |
| CGA | : Centre de gestion agréé |
| CGI | : Code général des impôts |
| CI | : Code des investissements |
| CM | : Code minier |
| DD | : Droits de douane |
| DET | : Droits d'enregistrement et de timbre |
| DGD | : Direction générale des douanes |
| DGI | : Direction générale des impôts |
| DGSI | : Direction générale des services informatiques |
| DGTCP | : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique |
| DLC | : Direction de la législation et du contentieux |
| IBICA | : Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles |
| IBNC | : Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales |
| INSD | : Institut national de la statistique et de la démographie |
| IRCM | : Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers |
| IRF | : Impôt sur les revenus fonciers |
| IS | : Impôt sur les sociétés |
| ONG | : Organisation non gouvernementale |
| PIB | : Produit intérieur brut |
| SCADD | : Stratégie de croissance accélérée et de développement durable |
| SP-CPF | : Secrétariat permanent du comité de politique fiscale |
| TAF | : Taxe sur les activités financières |
| TPA | : Taxe patronale et d'apprentissage |
| TPP | : Taxe sur les produits pétroliers |
| TSB | : Taxe sur les Boissons |
| TVA | : Taxe sur la valeur ajoutée |
| TVT | : Taxe sur les véhicules de tourisme |
| UEMOA | : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine |

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées par impôt | 13 |
| Tableau 2 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CGI par impôt..... | 13 |
| Tableau 3 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CM par impôt | 14 |
| Tableau 4 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CI par impôt | 14 |
| Tableau 5 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans la loi SCADD par impôt | 15 |
| Tableau 6 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans la loi pôles de croissance | 15 |
| Tableau 7 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans les autres textes par impôt.... | 16 |
| Tableau 8 : Dépenses fiscales par source | 17 |
| Tableau 9 : Dépenses fiscales par impôt | 19 |
| Tableau 10 : Dépenses fiscales par bénéficiaire | 21 |
| Tableau 11 : Dépenses fiscales par objectif | 22 |
| Tableau 12 : Ratios dépenses fiscales sur recettes fiscales par impôt..... | 23 |
| Tableau 13 : Ratios des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales et au PIB nominal | 24 |
| Tableau 14 : Ratios dépenses fiscales par impôt sur les recettes fiscales totales | 24 |

LISTE DES GRAPHIQUES

| | |
|---|----|
| Graphique 1 : Dépenses fiscales par type de dérogation | 20 |
| Graphique 2 : Dépenses fiscales par portée temporelle | 20 |
| Graphique 3 : Dépenses fiscales par fonction budgétaire..... | 22 |

RESUME EXECUTIF

L'évaluation quantitative des dépenses fiscales, au titre de l'exercice budgétaire 2021, a concerné 174 mesures fiscales dérogatoires sur 237 mesures constitutives de dépenses fiscales inventoriées, soit un taux d'évaluation de 73,4 %. Ces mesures portent sur douze (12) impôts que sont : l'Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA), de l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC), de l'Impôt sur les sociétés (IS), de l'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM), de l'Impôt sur les revenus fonciers (IRF), de la Taxe patronale et d'apprentissage (TPA), de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP), de la Taxe sur les véhicules de tourisme (TVT), de la Taxe sur les activités financières (TAF), des Droits d'enregistrement et de timbre (DET) et des Droits de douanes (DD).

Pour l'exercice budgétaire 2021, le coût des mesures fiscales dérogatoires évaluées est estimé à 134 452 562 900 francs CFA correspondant à 8,0 % des recettes fiscales mobilisées et à 1,2 % du PIB nominal de la même année. Les mesures les plus coûteuses sont celles qui émanent du code minier, du code général des impôts et du code des investissements avec des parts respectives de 52,9 %, 20,0 % et 10,6 % du total des dépenses fiscales. La répartition par nature d'impôt laisse voir que les dépenses fiscales de l'année 2021 sont constituées principalement d'IS (39,8 %), de DD (25,5 %), de TVA (16,7 %) et d'IRCM (10,6 %).

Les dépenses fiscales peuvent être de diverses formes et permettent d'atteindre des objectifs stratégiques aussi bien sur le plan économique que social. Celles de l'année 2021, constituées plus de mesures permanentes que temporaires (70,9 % contre 29,1 %) portaient essentiellement sur des réductions de taux d'imposition (56,6 %) et des exonérations totales (41,9 %) et visaient plus à encourager l'investissement (72,6 %), à renforcer la coopération internationale (12,6 %), à soutenir le pouvoir d'achat (7,0 %) et à promouvoir le secteur de l'énergie (6,2%). Aussi, elles ont plus profité aux entreprises, aux ménages et aux Projets et programmes respectivement à hauteur de 78,8 %, 11,7 % et de 5,1 %.

INTRODUCTION

Les mesures fiscales à caractère incitatif constituent une dérogation par rapport aux dispositions relevant du droit commun. Dans les pays en développement, elles sont utilisées par les pouvoirs publics pour financer l'investissement, soutenir la croissance économique et améliorer le bien-être social. Toutefois, ces mesures fiscales dérogatoires impactent négativement les finances de l'Etat, créant pour le trésor public un manque à gagner connu sous le concept de « dépenses fiscales ».

Les dépenses fiscales peuvent être considérées comme un programme étatique d'aide financière donnée à travers les dispositions fiscales en remplacement des dépenses budgétaires directes. De ce fait, connaître le manque à gagner engendré par ces dérogations est indispensable pour un meilleur pilotage de la politique fiscale. L'évaluation des dépenses fiscales constitue donc un instrument de bonne gouvernance et un outil d'aide à la prise de décision, permettant de comparer les objectifs et les résultats atteints de la politique fiscale.

C'est dans ce sens que le Gouvernement du Burkina Faso, conformément à la directive n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA et à la décision n°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales, évalue annuellement les dépenses fiscales dont le rapport est annexé au projet de Loi de finances.

Le présent rapport a pour objectif d'évaluer les dépenses fiscales de l'année 2021. Il est structuré en deux (02) chapitres. Le premier présente le cadre conceptuel et d'analyse et le second porte sur la présentation et la quantification des dépenses fiscales de l'année 2021.

CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL ET D'ANALYSE DE L'ÉVALUATION

Le présent chapitre aborde les questions de définition des concepts (I) et de méthodologie de l'évaluation (II).

I. DEFINITION DES CONCEPTS

Deux notions essentielles font l'objet de définition. Il s'agit de « la dépense fiscale » et du « système fiscal de référence ».

I.1. Dépense fiscale

Aux termes de l'article premier de la décision n°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les Etats membres : « une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge d'impôt d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraîne un manque à gagner de recettes pour le Trésor public ».

I.2. Système fiscal de référence

Le système fiscal de référence est un régime fiscal basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Il est le régime le plus neutre possible, s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible.

Le système fiscal de référence est composé des règles de détermination de la base imposable, du taux ou des tarifs d'imposition, des réductions, des abattements, des exonérations et des régimes spéciaux. Il regroupe le régime fiscal général de tous les impôts, droits et taxes en vigueur ainsi que certaines mesures fiscales dérogatoires considérées comme normales au regard de leur nature. Ainsi, toute mesure fiscale dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation conformément à la prescription de l'article 5 de la décision de l'UEMOA sur les modalités d'évaluation.

II. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

La quantification du coût des dépenses fiscales peut se faire selon plusieurs méthodes dont les principales sont la méthode selon les « gains de recettes fiscales », la méthode selon « l'équivalent de dépenses » et la méthode selon les « pertes de recettes fiscales ». Toutefois, aux termes de l'article 6 de la décision de l'UEMOA sur les modalités d'évaluation des dépenses fiscales, la méthode « perte de recettes » est utilisée dans les Etats membres de l'Union.

Pour ce faire, chaque pays détermine son système fiscal de référence ainsi que le périmètre de l'évaluation.

II.1. Système fiscal de référence des impôts retenus pour l'évaluation

L'exercice d'évaluation des dépenses fiscales de l'année 2021 porte sur douze (12) impôts pour lesquels le système fiscal de référence a été déterminé. Il s'agit de l'Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA), l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC), l'Impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM), l'Impôt sur les revenus fonciers (IRF), la Taxe patronale et d'apprentissage (TPA), la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la Taxe sur les produits pétroliers (TPP), la Taxe sur les véhicules de tourisme (TVT), la Taxe sur les activités financières (TAF), les Droits d'enregistrement et de timbre (DET) et les Droits de douane (DD).

II.1.1 Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont composés de : (i) l'impôt sur les sociétés, (ii) l'impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles et (iii) l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.

❖ Impôt sur les sociétés

| | |
|---------------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 27,5% |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• article 48 du Code Général des Impôts (CGI) ;• report déficitaire sur cinq (05) ans. |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonération des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales n'ayant pas un caractère industriel ou commercial ;• exonération de l'institut d'émission de la monnaie ;• exonération des sociétés coopératives de consommation ;• exonération des caisses de crédit mutuel agricole ;• exonération des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit ;• exonération des sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole ;• exonération des sociétés de secours mutuels ;• exonération des sociétés civiles professionnelles ;• exonération des associations ou organismes sans but lucratif ;• exonération des sociétés d'investissements en valeurs mobilières et les sociétés de gestion et de portefeuille ;• exonération des Centres de Gestion Agréés. |

❖ Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles

| | |
|---------------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 0-500 000 : 10% ;• 501 000-1 000 000 : 20% ;• au-dessus de 1 000 000 : 27,5%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• article 48 du Code Général des Impôts (CGI)• report déficitaire sur cinq (05) ans ;• provisions. |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations des revenus de capitaux mobiliers ;• exonérations des loyers d'immeubles non-inscrits au bilan. |

❖ Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales

| | |
|--------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 0-500 000 : 10% ;• 501 000-1 000 000 : 20% ;• au-dessus de 1 000 000 : 27,5%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• article 32 du Code Général des Impôts (CGI)• report déficitaire sur cinq (05) ans. |

II.1.2 Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers

| | |
|---------------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 25% pour les revenus de créances et pour tous les revenus non soumis à un taux spécifique ;• 6% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations émises au Burkina Faso ;• 12,5% pour les autres produits de valeurs mobilières ;• 6,25% pour les produits des autres valeurs mobilières des entreprises nouvellement constituées au titre des trois premiers exercices sociaux. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• Article 135 et 137 du Code Général des Impôts (CGI)• montant brut des revenus. |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• Exonérations des revenus des emprunts ou obligations des groupements et sociétés coopératives et des associations de toute nature, quels qu'en soient l'objet et la dénomination, constitués exclusivement par ces sociétés coopératives ;• exonérations des revenus des parts d'intérêts, emprunts ou obligations des sociétés coopératives agricoles ou ouvrières, des caisses de crédit agricole et des associations agricoles ;• exonérations des revenus des parts d'intérêts dans les sociétés civiles n'ayant pas opté pour le régime d'imposition à l'impôt sur les sociétés ;• exonérations des intérêts, arrérages et tous autres produits des rentes, obligations et autres effets publics émis par l'État du Burkina Faso et les collectivités territoriales ;• exonérations des distributions de réserves effectuées sous la forme d'augmentation de capital et les bénéfices incorporés directement au capital ;• exonérations des revenus des commandités dans les sociétés en commandite simple ;• exonérations des revenus des parts d'intérêts dans les sociétés en nom collectif ;• exonérations des produits visés à l'article 132 du CGI aux points 1 et 2, distribués par une société burkinabè exerçant son activité en dehors du Burkina Faso, à concurrence de la quotité taxée dans un autre État pour cette activité extérieure ;• exonérations des dividendes distribués par les sociétés ayant pour objet exclusif la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières dans la limite du montant net, déduction faite de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des produits encaissés au cours de l'exercice, des parts d'intérêt et des obligations qu'elles détiennent, à condition de justifier que ces produits ont supporté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;• exonérations des revenus distribués par l'Institution de la monnaie |

II.1.3 Impôt sur les revenus fonciers

| | |
|---------------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 0 à 100 000 : 18% ;• au-dessus de 100 000 : 25%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• article 125 du Code Général des Impôts (CGI) ;• abattements de 50% ; |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations des loyers d'immeubles appartenant à des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés ;• exonérations des loyers des chambres d'hôtels et d'établissements assimilés ;• exonérations des loyers provenant de la location d'immeuble appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales ; |

II.1.4 Taxe patronale et d'apprentissage

| | |
|---------------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 3%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• elle est constituée de la totalité des rémunérations payées en argent à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, majorée de la valeur des avantages en nature accordés aux employés (article 228 du Code Général des Impôts (CGI)). |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonération de l'Etat et des collectivités territoriales ainsi que les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial;• exonération des missions diplomatiques, des organisations internationales et interafricaines ;• exonération des entreprises privées d'enseignement et de soins de santé ;• exonération des associations ou organismes à but non lucratif, sous réserve du respect strict de leur objet ;• exonération des caisses de crédit agricole mutuel fonctionnant conformément aux dispositions légales qui les régissent ;• exonération de l'institut d'émission de la monnaie ;• exonération de la SONAPOST. |

II.1.5 Taxe sur la valeur ajoutée

| | |
|---------------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 10% pour les prestations d'hébergement et de restauration• 18% pour les autres activités |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• opérations de ventes = prix de vente hors TVA ;• prestations de service = prix de la prestation hors TVA ;• importations = valeur en douane majorée des droits et taxes perçus par les services de douane.• article 296 du Code Général des Impôts (CGI). |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations de marchandises placées sous un régime douanier suspensif ;• exonérations sur les exportations directes de biens, les réexportations en suite de régime douanier suspensif et les services assimilés à des exportations. Sont assimilés à des exportations les transports terrestres pour la partie réalisée à l'étranger lorsque les prestations sont effectuées du Burkina Faso vers l'étranger ;• exonérations sur les transports aériens internationaux et les déménagements internationaux par voie aérienne ;• exonérations de l'avitaillement des aéronefs à destination de l'étranger ;• exonérations des affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien d'aéronefs destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 50% de l'ensemble des lignes qu'elles exploitent ;• exonérations des ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial ;• exonérations des importations de marchandises bénéficiant de la franchise des droits et taxes de douanes en vertu de l'article 165 de l'annexe au règlement n°09/2001/CM/UEMOA du 26 novembre 2001 portant adoption du code des douanes de l'UEMOA ;• exonérations accordées par l'Etat dans le cadre des relations internationales ;• exonérations des produits de grande consommation répertoriés à l'article 308 du CGI ;• exonérations des ventes, des prestations de services et des travaux immobiliers effectués par les contribuables relevant du régime simplifié d'imposition et de la contribution des micros entreprises ;• exonérations des ventes d'emballages par les fabricants pour le conditionnement des fruits et légumes destinés à l'exportation par les professionnels• exonérations des ventes effectuées par les exploitants agricoles, les planteurs, les éleveurs et les pêcheurs de produits non transformés de leur culture, de leur élevage ou de leur pêche. |

II.1.6 Taxe sur les produits pétroliers

| | |
|---------------------------------|---|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• super carburant : 125 FCFA / litre• gasoil : 50 FCFA / litre |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• volume de super carburant et gasoil importé.• Article 33 de la loi de finances initiale 2020 |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations des produits pétroliers autres que le super carburant et gasoil. |

II.1.7 Taxe sur les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux

| | |
|---------------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 5%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• valeur en douane majorée des droits et taxes perçus par les services de douane à l'exception de la TVA• article 382 du Code Général des Impôts (CGI). |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations des missions diplomatiques et consulaires, les organisations internationales ;• exonérations des associations et les ONG ;• exonérations des projets et programmes. |

II.1.8 Taxes sur les activités financières (TAF)

| | |
|---------------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none">• 17% ;• 15% pour les entreprises du régime du bénéfice réel normal d'imposition (RNI) et pour le refinancement interbancaire. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none">• montant brut des intérêts ;• agios ;• commissions ;• autres rémunérations ;• article 392-2 du Code Général des Impôts (CGI). |
| Dispositions spécifiques | <ul style="list-style-type: none">• exonérations sur les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension des effets publics ou privés figurant dans les portefeuilles des banques, des établissements financiers et dans les organismes publics ou semi publics habilités à réaliser des opérations d'escompte ainsi que ceux afférents à la première négociation d'effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;• exonérations sur les opérations de refinancement des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, constituées conformément à la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés, auprès des banques et établissements financiers ; |

- exonération sur les intérêts servis par les établissements financiers sur les comptes d'épargne des personnes physiques et des associations légalement autorisées ;
- exonération sur les opérations de crédits dits crédits de masse ou crédits collectifs octroyés aux organisations paysannes par les établissements financiers ou bancaires au titre de leurs activités agro-sylvo-pastorales ;
- exonération sur les opérations réalisées par l'institut d'émission de la monnaie ;
- exonération sur les intérêts et commissions sur prêts et avances consentis à l'Etat et aux collectivités territoriales ;
- exonération sur les intérêts et commissions sur les opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit effectuées par les institutions du système financier décentralisé, telles que définies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés ;
- exonération sur les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Faso ;
- exonération sur les opérations relatives au mandat postal.

II.1.9 Droits d'enregistrement et de timbre

| | |
|--------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none"> • droit de mutation d'immeuble : 8% ; • commande publique : 3% ; • vente de meubles : 7% ; • contrat de location à usage d'habitation : 3% ; • contrat de location à usage autre que d'habitation : 5% ; • droits de mutation à titre gratuit (Art 478 CGI) ; • timbre : un timbre par page. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none"> • mutation d'immeuble : prix de la cession ; • commande publique : montant du marché; • vente de meubles : prix de la cession; • contrat de location à usage d'habitation : montant du loyer annuel; • contrat de location à usage autre que d'habitation : montant du loyer annuel. |

II.1.10 Droits de douane

| | |
|--------------------------|--|
| Taux de référence | <ul style="list-style-type: none"> • catégorie 0 : 0% ; • catégorie 1 : 5% ; • catégorie 2 : 10% ; • catégorie 3 : 20% ; • catégorie 4 : 35%. |
| Base imposable | <ul style="list-style-type: none"> • valeur en douane des marchandises |

II.2. Périmètre de l'évaluation

Par périmètre, il faut entendre le nombre d'impôts retenus au titre ainsi que les mesures fiscales dérogatoires retenues pour être évaluées au titre de chaque impôt. Les mesures fiscales dérogatoires évaluées se présentent sous la forme d'exonérations totales, partielles, de réductions d'impôts et de réduction de taux. Certaines de ces mesures sont temporaires et d'autres permanentes.

II.2.1 Impôts retenus

Douze (12) impôts ont été retenus dans le cadre de l'évaluation des dépenses fiscales de l'année 2021. Ces impôts occupent une place importante dans le système fiscal burkinabè. En effet, sur 1 687,513 milliards de francs CFA de recettes fiscales recouvrées en 2021, ces impôts comptent pour 1 410,306 milliards de francs CFA, soit 83,6% des recettes fiscales.

II.2.2 Mesures fiscales dérogatoires évaluées

Le choix des mesures fiscales dérogatoires à évaluer a été dicté par la disponibilité des données et par leur portée budgétaire. Partant du nombre d'impôts retenus et de l'inventaire des mesures fiscales dérogatoires exposés au chapitre suivant, l'équipe d'évaluation a retenu les mesures pour lesquelles une quantification est jugée possible, au regard des données disponibles.

II.3. Sources de données

Les données utilisées pour quantifier les dépenses fiscales de l'année 2021 proviennent des bases de données de la Direction générale des douanes (DGD), de la Direction générale des impôts (DGI), de la Direction générale des services informatiques (DGSi), de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) et des Centres de gestion agréés (CGA) de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso.

II.4. Ciblage

Dans la mesure où les informations disponibles diffèrent d'un ensemble de dispositions dérogatoires à un autre, les techniques utilisées pour la quantification des dépenses fiscales méritent d'être précisées.

Pour les mesures dérogatoires traitées automatiquement par des logiciels spécifiques, les pertes sont estimées par centralisation de l'ensemble des données y relatives contenues dans les logiciels SYDONIA WORLD et EXO. Il s'agit des mesures relatives à la TVA, à la TVT, à la TPP, aux Droits de douane et aux Droits d'enregistrement et de timbre.

Pour les mesures dérogatoires traitées suivant une formalité préalable non automatisée, l'évaluation s'est faite par application des taux normaux aux bases d'imposition reconstituées par centralisation des demandes reçues au niveau de la DGI. Il s'agit de la mesure sur l'IRF, de la mesure relative à la TVA et la TAF¹ sur les intérêts de prêts pour acquisition de premier logement et de la mesure relative au taux réduit (droit de mutation) pour les acquisitions par voie de location-vente.

Pour les mesures dérogatoires traitées sans formalité préalable, l'estimation des dépenses fiscales a été effectuée par reconstitution à partir des données des états financiers des entreprises bénéficiaires saisies par l'INSD. Il s'agit ici des mesures relatives aux impôts sur les bénéfices (IS, IBICA, IBNC), à l'IRCM et à la TPA.

¹ La TAF a remplacé la TVA dans les activités financières. Elle a été effective en milieu d'année donc certains dossiers ont été traités sous le régime de la TAF et d'autres sous le régime de la TVA pour la même année.

CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES

Ce chapitre traite des questions d'inventaire des mesures fiscales dérogatoires (I) et de leur quantification (II).

I. INVENTAIRE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES DE L'ANNEE 2021

L'inventaire des mesures fiscales dérogatoires a été fait à partir des sources légales que sont le Code général des impôts (CGI), le Code minier (CM), le Code des investissements (CI), la loi SCADD², la loi sur les pôles de croissance ainsi que d'autres textes (conventions, contrats, décrets, arrêtés, lettres...).

Pour cette évaluation, un regroupement a été opéré sur certaines mesures fiscales dérogatoires. Il s'agit principalement des mesures fiscales dérogatoires sur le matériel solaire et de celles dont bénéficient les ONG et associations. En effet, pour les années précédentes, chaque produit du solaire exonéré constituait une mesure fiscale dérogatoire. Pour cette évaluation, tout ce matériel exonéré a été regroupé en une seule mesure fiscale dérogatoire avec pour référence légale l'article 308-2 du CGI. S'agissant des ONG et associations, antérieurement il y avait autant de mesures fiscales que d'ONG et associations ayant bénéficié d'une exonération sur la base de leurs conventions avec l'Etat. Par contre pour la présente évaluation les différentes opérations ont été regroupées en une seule mesure dérogatoire au titre de l'année 2021.

Il en ressort qu'au total deux cent trente-sept (237) mesures fiscales dérogatoires ont été inventoriées pour le compte de l'année 2021 (Cf. annexe 1). Une analyse plus approfondie du nombre de mesures fiscales dérogatoires montre que ces dérogations portent majoritairement sur trois (03) impôts que sont la Taxe sur la valeur ajoutée (34,2 %), les Droits de douane (23,2 %) et l'Impôt sur les sociétés (14,8%).

² Loi n°025-2012/AN du 4 juin 2012 portant institution d'un régime fiscal et douanier spécial applicable aux conventions d'investissement signées avec l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la SCADD

Tableau 1 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 81 | 34,2 |
| Droits de douane (DD) | 55 | 23,2 |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 35 | 14,8 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 25 | 10,5 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 14 | 5,9 |
| Droits d'enregistrement et de timbre (DET) | 12 | 5,1 |
| Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA) | 5 | 2,1 |
| Impôt sur les revenus fonciers (IRF) | 3 | 1,3 |
| Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC) | 2 | 0,8 |
| Retenue à la source libératoire | 1 | 0,4 |
| Taxe sur les boissons (TSB) | 1 | 0,4 |
| Taxe sur les produits pétroliers (TPP) | 1 | 0,4 |
| Taxe sur les véhicules de tourisme (TVT) | 1 | 0,4 |
| Taxe sur les activités financières (TAF) | 1 | 0,4 |
| TOTAL | 237 | 100,0 |

Source : SPCPF, Septembre 2022

1.1. Mesures fiscales dérogatoires prévues par le code général des impôts

Dans le CGI, il a été dénombré soixante-quatre (64) mesures fiscales dérogatoires qui concernent majoritairement la TVA (50,0%) et les droits d'enregistrement et de timbre (17,2 %), comme l'indique le Tableau 2.

Tableau 2 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CGI par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 32 | 50,0 |
| Droits d'enregistrement et de timbre (DET) | 11 | 17,2 |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 4 | 6,3 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 4 | 6,3 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 3 | 4,7 |
| Impôt sur les revenus fonciers (IRF) | 3 | 4,7 |
| Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC) | 2 | 3,1 |
| Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA) | 2 | 3,1 |
| Retenue à la source libératoire | 1 | 1,6 |
| Taxe sur les boissons (TSB) | 1 | 1,6 |
| Taxe sur les activités financières (TAF) | 1 | 1,6 |
| TOTAL | 64 | 100,0 |

Source : SPCPF, à partir du code général des impôts, Septembre 2022

1.2. Mesures fiscales dérogatoires prévues par le code minier

Le code minier (CM) en vigueur au Burkina Faso est celui de 2015 qui a servi de base pour l'inventaire. Cependant, certaines entreprises minières continuent de bénéficier des avantages fiscaux et douaniers prévus dans le code minier de 2003 en raison de la clause de stabilité. C'est ainsi que, vingt (20) mesures fiscales dérogatoires réparties entre sept (07) impôts comme récapitulé dans le Tableau 3 ont été inventoriées.

Tableau 3 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CM par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 6 | 30,0 |
| Droits de douane (DD) | 3 | 15,0 |
| Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA) | 3 | 15,0 |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 3 | 15,0 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 3 | 15,0 |
| Droits d'enregistrement et de timbre (DET) | 1 | 5,0 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 1 | 5,0 |
| TOTAL | 20 | 100,0 |

Source : SPCPF à partir du code minier de 2015, Septembre 2022

1.3. Mesures fiscales dérogatoires du code des investissements

Le code des investissements en vigueur a été adopté en 2018. Il a été répertorié cinquante-neuf (59) mesures fiscales dérogatoires (Cf. Annexe 1) portant sur quatre (04) impôts. Le Tableau 4 récapitule la répartition par impôt des mesures dérogatoires prévues par le Code des investissements.

Tableau 4 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans le CI par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % c |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 26 | 44,1 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 16 | 27,1 |
| Droits de douane (DD) | 9 | 15,3 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 8 | 13,6 |
| TOTAL | 59 | 100,0 |

Source : SP-CPF à partir du code des investissements de 2018, Septembre 2022

1.4. Mesures fiscales dérogatoires prévues par la loi 025 (loi SCADD)

La loi SCADD reste la base légale de l'exonération de certaines entreprises malgré sa prise en compte dans le code des investissements de 2018. C'est ainsi que cinq (05) mesures fiscales dérogatoires ont été recensées (Cf. Annexe 1). Celles-ci ont trait à cinq (05) impôts conformément aux données du Tableau 5.

Tableau 5 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans la loi SCADD par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 1 | 20,0 |
| Droits de douane (DD) | 1 | 20,0 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 1 | 20,0 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 1 | 20,0 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 1 | 20,0 |
| TOTAL | 5 | 100,0 |

Source : SPCPF à partir de la Loi SCADD, Septembre 2022

1.5. Mesures fiscales dérogatoires prévues par la loi sur les pôles de croissance

Les dispositifs de faveur prévus par la loi sur les pôles de croissance³ sont également prise en charge dans le code des investissements de 2018. Sept (07) mesures fiscales dérogatoires ont été répertoriées dans cette Loi (Cf. Annexe 1) et concernent cinq (05) impôts (cf. Tableau 6).

Tableau 6 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans la loi pôles de croissance

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|---|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Droits de douane (DD) | 2 | 28,6 |
| Impôt sur les sociétés (IS) | 1 | 14,3 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM) | 1 | 14,3 |
| Taxe patronale et d'apprentissage (TPA) | 1 | 14,3 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 2 | 28,6 |
| TOTAL | 7 | 100,0 |

Source : SPCPF à partir de la Loi sur les pôles de croissance, Septembre 2022

³ Loi n°37-2013/AN du 21 novembre 2013 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2014

I.6. Mesures fiscales dérogatoires prévues par d'autres textes

Elles sont issues des clauses des conventions, des décrets, des arrêtés, des accords, des lettres, etc. Quarante-deux (42) mesures dérogatoires ont été répertoriées et concernent quatre (04) impôts dont les plus significatifs en nombre sont les droits de douane (48,8 %) et la TVA (48,8 %).

Tableau 7 : Mesures fiscales dérogatoires inventoriées dans les autres textes par impôt

| Impôts | Mesures dérogatoires | |
|--|----------------------|--------------|
| | Nombre | % |
| Droits de douane (DD) | 40 | 48,8 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 40 | 48,8 |
| Taxe sur les produits pétroliers (TPP) | 1 | 1,2 |
| Taxe sur les véhicules de tourisme (TVT) | 1 | 1,2 |
| TOTAL | 82 | 100,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

II. QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES DE L'ANNEE 2021

Tout comme les évaluations précédentes, les dépenses fiscales de l'année 2021 sont analysées selon l'impôt, l'objectif poursuivi dans l'institution de la mesure, le type de dérogation, la fonction budgétaire, la portée temporelle et les bénéficiaires de la dépense.

Deux cent trente-sept (237) mesures fiscales dérogatoires ont été inventoriées dans le cadre de cette évaluation. Au regard de la disponibilité des données, cent soixante-quatorze (174) mesures ont pu être évaluées soit un taux de 73,4%.

Le coût total des mesures évaluées s'élève à 134 452 562 900 de francs CFA en 2021 contre 110 278 577 891 francs CFA au titre de 2020, soit une augmentation des dépenses fiscales de 24 173 985 009 francs CFA (21,9%). Cette hausse est essentiellement imputable à une augmentation du montant des dépenses fiscales au niveau du Code minier et au niveau du Code des investissements. En effet, les dépenses fiscales émanant du Code minier sont passées de 54,53 milliards de FCFA en 2020 à 71,16 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 30,5%. Quant aux dépenses fiscales qui émanent du Code des investissements, elles se sont élevées à

14,31 milliards en 2021 contre 8,26 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 73,3%. Il est à noter que cette hausse n'est pas liée à l'entrée en vigueur de nouvelles mesures fiscales dérogatoires mais à un meilleur accès aux états financiers des entreprises bénéficiaires.

II.1. Dépenses fiscales par source

De l'analyse selon la source, il ressort que les dépenses fiscales de l'année 2021 émanent principalement du Code minier, du Code général des impôts, du Code des investissements et de la loi SCADD. Les coûts des mesures fiscales dérogatoires issues de ces sources se chiffrent respectivement à 71,16 milliards de francs CFA (52,9 %), 26,91 milliards de francs CFA (20,0 %), 14,31 milliards de francs CFA (10,6 %) et 9,82 milliards de francs CFA (7,3 %). Les faveurs fiscales accordées en 2021 à travers la loi sur les pôles de croissance et les autres textes ont occasionné, pour le budget de l'Etat, des manques à gagner respectifs de 55,64 millions de francs CFA (0,04 %) et 12,20 milliards de francs CFA (9,1 %). La rubrique « Autres (sources) » est constituée essentiellement les conventions (6,98 milliards de francs CFA), les lettres (2,76 milliards de francs CFA), les décrets (0,93 milliards de francs CFA) et les contrats (0,83 milliards de francs CFA).

Tableau 8 : Dépenses fiscales par source

| Sources | Année 2020 | | Année 2021 | |
|-------------------------|-----------------------------------|--------------|-----------------------------------|--------------|
| | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) |
| TOTAL | 110 278,58 | 100,0 | 134 452,56 | 100,0 |
| CM | 54 532,41 | 49,4 | 71 163,29 | 52,9 |
| CGI | 26 577,21 | 24,1 | 26 909,54 | 20,0 |
| CI | 8 255,74 | 7,5 | 14 309,61 | 10,6 |
| Loi SCADD | 8 882,26 | 8,1 | 9 823,25 | 7,3 |
| Loi Pôles de croissance | 22,77 | 0,0 | 55,64 | 0,0 |
| Autres | 12 008,20 | 10,9 | 12 191,24 | 9,1 |
| <i>Conventions</i> | <i>9 058,02</i> | <i>8,2</i> | <i>6 979,99</i> | <i>5,2</i> |
| <i>Lettres</i> | <i>428,81</i> | <i>0,4</i> | <i>2 763,56</i> | <i>2,1</i> |
| <i>Décrets</i> | <i>1 081,18</i> | <i>1,0</i> | <i>925,00</i> | <i>0,7</i> |
| <i>Contrats</i> | <i>1 138,68</i> | <i>1,0</i> | <i>833,29</i> | <i>0,6</i> |
| <i>Arrêtés</i> | <i>267,86</i> | <i>0,2</i> | <i>603,93</i> | <i>0,4</i> |
| <i>Accords</i> | <i>33,64</i> | <i>0,0</i> | <i>85,47</i> | <i>0,1</i> |
| <i>Protocoles</i> | <i>0,00</i> | <i>0,0</i> | <i>0,00</i> | <i>0,0</i> |

Source : SPCPF, Septembre 2022

Suivant la source dont elles émanent, les mesures fiscales dérogatoires les plus coûteuses au budget de l'Etat peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

❖ **Pour le code minier :**

- la réduction du taux de l'IS de 10 points pendant la phase d'exploitation : 46,85 milliards de francs CFA ;
- l'imposition au taux de 5 % de la catégorie I pour les biens, matières premières et intrants destinés aux activités d'exploitation pendant la phase d'exploitation : 10,49 milliards de francs CFA ;
- la réduction du taux de l'IRVM de moitié pendant la phase d'exploitation : 7,69 milliards de francs CFA ;
- l'exonération de la TVA en phase de recherche et de travaux préparatoires : 2,60 milliards de francs CFA ;
- l'exonération temporaire de TPA de 7 ans pendant la phase d'exploitation : 2,55 milliards de francs CFA.

❖ **Pour le code général des impôts :**

- l'exonération (de DD, DET et TVA) des marchés publics et autres opérations : 16,93 milliards de francs CFA ;
- l'exonération de DD et TVA sur le matériel solaire : 6,69 milliards de francs CFA ;
- la réduction des droits de mutation de propriété de biens immeubles à usage d'habitation : 2,02 milliards de francs CFA.

❖ **Pour le code des investissements :**

- l'exonération totale d'IRCM, d'IS et de TPA pour les entreprises agréées : 8,24 milliards de francs CFA ;
- la réductions des taux d'imposition accordées aux entreprises agréées : 6,07 milliards de francs CFA.

❖ **Pour la loi SCADD :**

- l'exonération d'IS pendant les 7 premières années d'exploitation : 5,42 milliards de francs CFA ;
- la réduction à 5 % des droits de douanes sur la durée de la convention, pendant la phase d'exploitation : 3,79 milliards de francs CFA.

II.2. Dépenses fiscales par impôt

Une classification par impôt montre que les dépenses fiscales de l'année 2021 sont constituées principalement de l'IS, des DD et de la TVA. En effet, elles se chiffrent respectivement à 53,48 milliards de francs CFA (39,8 %), 34,23 milliards de francs CFA (25,5 %) et 22,49 milliards de francs CFA (16,7 %). Au total, 76,3 % des dépenses fiscales de 2021 proviennent de ces trois impôts.

Tableau 9 : Dépenses fiscales par impôt

| Impôts | Année 2020 | | Année 2021 | |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------|-----------------------------------|--------------|
| | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) |
| IS | 40 165,77 | 36,4 | 53 484,30 | 39,8 |
| DD | 31 128,46 | 28,2 | 34 230,34 | 25,5 |
| TVA | 26 833,07 | 24,3 | 22 491,79 | 16,7 |
| <i>dont TVA à l'importation</i> | 9 476,27 | 8,6 | 9 991,08 | 7,4 |
| IRCM | 6 020,15 | 5,5 | 14 265,93 | 10,6 |
| DET | 2 836,90 | 2,6 | 5 865,12 | 4,4 |
| TPA | 2 442,70 | 2,2 | 3 185,77 | 2,4 |
| TPP | 806,99 | 0,7 | 833,29 | 0,6 |
| TVT | 8,60 | 0,0 | 44,05 | 0,0 |
| IBNC | 9,95 | 0,0 | 16,56 | 0,0 |
| IBICA | 16,32 | 0,0 | 16,38 | 0,0 |
| IRF | 9,68 | 0,0 | 12,08 | 0,0 |
| TAF | - | - | 6,95 | 0,0 |
| Total | 110 278,58 | 100,0 | 134 452,56 | 100,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

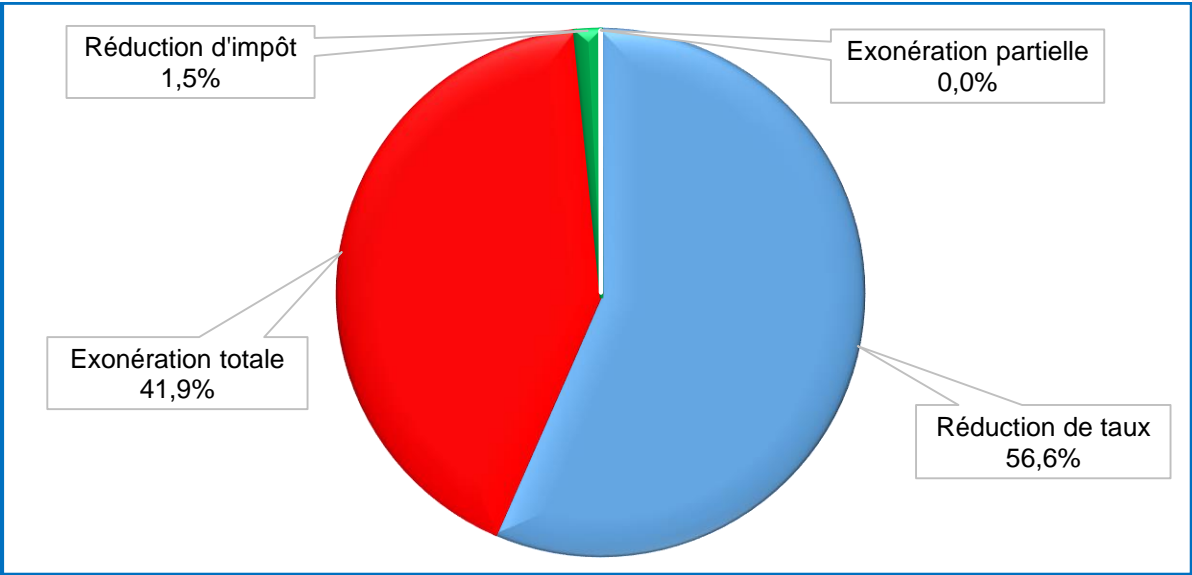
II.3. Dépenses fiscales par type de dérogation

Les types de dérogation sont, entre autres, l'exonération totale, l'exonération partielle, la réduction du taux d'imposition et la réduction d'impôt.

En 2021, selon les types de dérogation il ressort que les réductions de taux et les exonérations totales sont les plus importantes avec respectivement 76,04 milliards de francs CFA et 56,31 milliards de francs CFA. On note que ces deux types de dérogations représentent 98,5 % des dépenses fiscales totales.

Les mesures fiscales préférentielles sous forme de réduction d'impôt et d'exonération partielle ne représentent que 1,5 % des dépenses fiscales totales.

Graphique 1 : Dépenses fiscales par type de dérogation

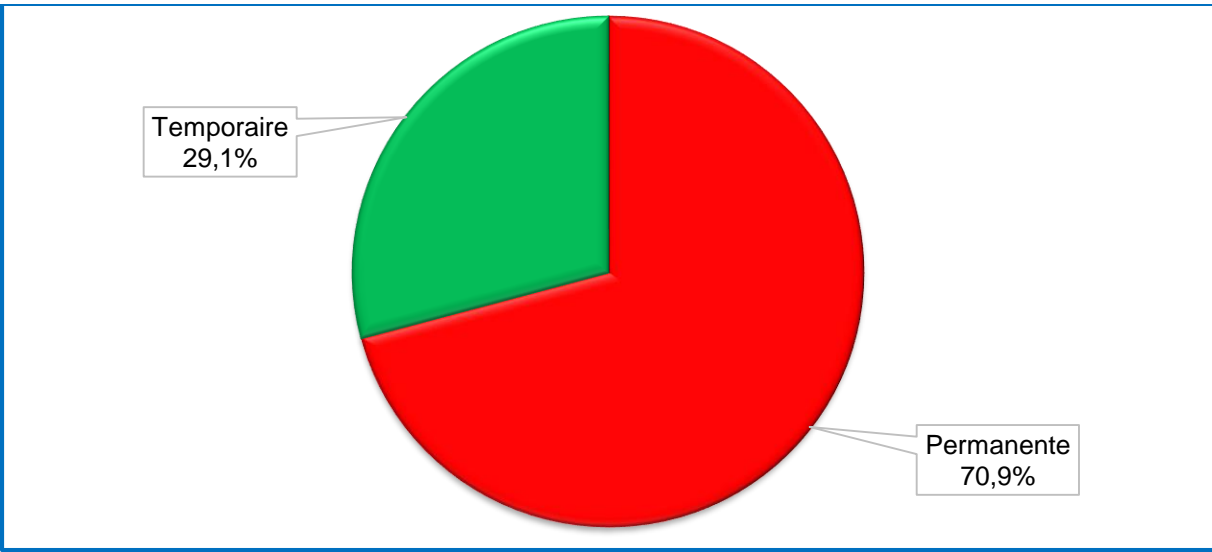


Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.4. Dépenses fiscales par portée temporelle

Les mesures fiscales préférentielles peuvent être permanentes ou temporaires. En 2021, le coût des mesures dérogatoires permanentes est évalué à 95,27 milliards de francs CFA, soit 70,9 % du total des dépenses fiscales contre 39,18 milliards de francs CFA pour les dépenses fiscales temporaires (29,1 %).

Graphique 2 : Dépenses fiscales par portée temporelle



Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.5. Dépenses fiscales par bénéficiaire

Les dépenses fiscales de l'année 2021 ont profité aux entreprises, aux ménages, aux projets et programmes, aux administrations publiques, aux ONG et associations ainsi qu'aux députés. On relève que les membres du Gouvernement et les Présidents d'institutions n'ont pas profité de dépenses fiscales au titre de l'année 2021.

Les principaux bénéficiaires sont les entreprises (78,8 %), les ménages (11,7 %), les projets et programmes (5,1 %). Ces trois groupes ont bénéficié, au total, de 95,6 % des dépenses fiscales de l'année 2021.

Tableau 10 : Dépenses fiscales par bénéficiaire

| Bénéficiaires | Année 2020 | | Année 2021 | |
|--|-----------------------------------|--------------|-----------------------------------|--------------|
| | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) |
| Entreprises | 78 630,50 | 71,3 | 105 999,04 | 78,8 |
| Ménages | 15 327,87 | 13,9 | 15 743,93 | 11,7 |
| Projets et Programmes | 4 913,64 | 4,5 | 6 880,35 | 5,1 |
| Administrations publiques | 8 906,02 | 8,1 | 3 418,46 | 2,5 |
| ONGs et Associations | 2 424,37 | 2,2 | 2 056,19 | 1,5 |
| Députés | 76,18 | 0,1 | 354,60 | 0,3 |
| Membres du Gouvernement et présidents d'institutions | 0,00 | 0,0 | 0,00 | 0,0 |
| Total | 110 278,58 | 100,0 | 134 452,56 | 100,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.6. Dépenses fiscales par objectif

La présentation des dépenses fiscales par objectif permet d'apprécier leur adéquation avec le référentiel national de développement. En 2021, la promotion de l'investissement, le renforcement de la coopération internationale, le soutien au pouvoir d'achat et la promotion de l'énergie solaire sont les objectifs qui ont occupé les premiers rangs des dépenses fiscales avec des parts respectives de 72,6 %, 12,6 %, 7,0 % et 6,2 %.

Tableau 11 : Dépenses fiscales par objectif

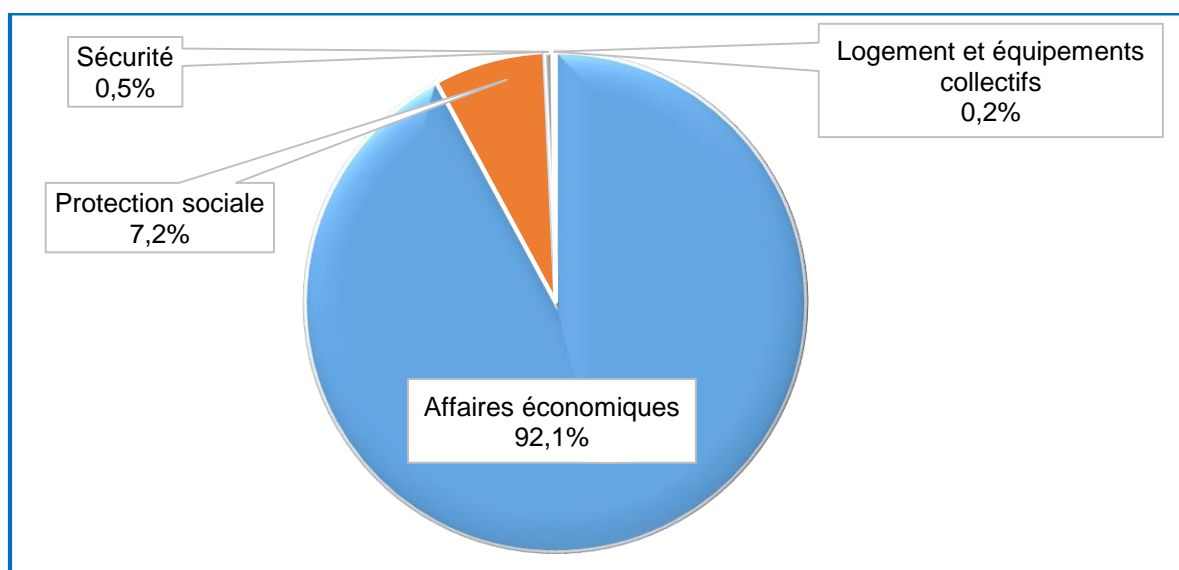
| Objectifs | Année 2020 | | Année 2021 | |
|---|--------------------------------------|--------------|--------------------------------------|--------------|
| | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) | Montants (en millions de FCFA) | Parts (%) |
| Encourager l'investissement | 73 712,51 | 67,5 | 97 575,31 | 72,6 |
| Renforcer la coopération internationale | 18 666,78 | 17,1 | 16 931,39 | 12,6 |
| Soutenir le pouvoir d'achat | 10 652,50 | 9,8 | 9 405,95 | 7,0 |
| Promouvoir le secteur de l'énergie | 4 759,03 | 4,4 | 8 270,15 | 6,2 |
| <i>dont énergie solaire</i> | 4 759,03 | 4,4 | 6 693,26 | 5,0 |
| Réduire les coûts des facteurs | 806,99 | 0,7 | 879,10 | 0,7 |
| Promouvoir le Partenariat Public Privé | 143,33 | 0,1 | 682,03 | 0,5 |
| Promouvoir le secteur des transports | 50,83 | 0,0 | 306,92 | 0,2 |
| Promouvoir les PME/PMI | 40,23 | 0,0 | 51,29 | 0,0 |
| Soutenir la presse | 9,31 | 0,0 | 0,00 | 0,0 |
| Soutenir le secteur de la santé | 1 437,07 | 1,3 | 152,72 | 0,1 |
| Soutenir le secteur de l'éducation | 0,00 | 0,0 | 197,71 | 0,1 |
| Total | 109 237,20 | 100,0 | 134 452,56 | 100,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.7. Dépenses fiscales par fonction budgétaire

La répartition selon les fonctions budgétaires montre que 92,1 % des dépenses fiscales sont orientées vers les « affaires économiques » et 7,2 % sont allées à la « protection sociale ».

L'utilisation de l'impôt comme instrument de politique économique (incitations à l'investissement, promotion des entreprises, etc.) représente la principale source des dépenses fiscales.

Graphique 3 : Dépenses fiscales par fonction budgétaire

Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.8. Ratios dépenses fiscales sur recettes fiscales par impôt

Le ratio dépenses fiscales sur recettes fiscales par impôt représente le pourcentage du manque à gagner sur les recettes fiscales par impôt. Ainsi en 2021, le ratio des dépenses fiscales en IRCM rapporté aux recettes fiscales du même impôt a été le plus élevé (23,3 %). Il est suivi respectivement, des DD (20,2 %), de la TPA (19,7 %), de l'IS (16,5%) et des DET (10,6%).

Tableau 12 : Ratios dépenses fiscales sur recettes fiscales par impôt

| Impôts | Année 2020 | | | Année 2021 | | |
|--------|---|---|------------|---|---|------------|
| | Recettes fiscales (en millions de FCFA) | Dépenses fiscales (en millions de FCFA) | Ratios (%) | Recettes fiscales (en millions de FCFA) | Dépenses fiscales (en millions de FCFA) | Ratios (%) |
| IRCM | 41 981,45 | 6 020,15 | 14,34 | 61 232,61 | 14 265,93 | 23,3 |
| DD | 144 157,76 | 31 128,46 | 21,59 | 169 379,80 | 34 230,34 | 20,2 |
| TPA | 14 605,36 | 2 442,70 | 16,72 | 16 130,73 | 3 185,77 | 19,7 |
| IS | 225 839,59 | 40 165,77 | 17,79 | 324 916,58 | 53 484,30 | 16,5 |
| DET | 34 873,39 | 2 836,90 | 8,13 | 55 545,64 | 5 865,12 | 10,6 |
| TVT | 529,84 | 8,60 | 1,62 | 750,58 | 44,05 | 5,9 |
| TVA | 484 967,70 | 26 833,07 | 5,53 | 583 614,74 | 22 491,79 | 3,9 |
| TPP | 106 862,70 | 806,99 | 0,76 | 125 769,52 | 833,29 | 0,7 |
| IRF | 4 838,08 | 9,68 | 0,20 | 6 101,59 | 12,08 | 0,2 |
| IBNC | 7 556,07 | 9,95 | 0,13 | 12 169,07 | 16,56 | 0,1 |
| IBICA | 29 393,69 | 16,32 | 0,06 | 34 657,87 | 16,38 | 0,0 |
| TAF | - | - | - | 20 037,30 | 6,95 | 0,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

II.9. Ratios des dépenses fiscales par rapport à quelques agrégats macroéconomiques

Les indicateurs couramment utilisés pour mesurer l'impact budgétaire sont les ratios en pourcentage des dépenses fiscales sur les recettes fiscales d'une part et d'autre part sur le PIB nominal.

Comme l'indique le tableau 13, le ratio des dépenses fiscales sur les recettes fiscales totales de l'année 2021 est de 8,0 %. Quant à celui des dépenses fiscales sur le PIB nominal, il s'établit à 1,2 %.

Tableau 13 : Ratios des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales et au PIB nominal

| Désignation | Année 2020 | Année 2021 |
|--|-------------|-------------|
| PIB nominal (en milliards de francs CFA) | 10 065,30 | 11 275,82 |
| Recettes fiscales totales (en milliards de francs CFA) | 1 377,02 | 1 687,51 |
| Dépenses fiscales (en milliards de francs CFA) | 110,28 | 134,45 |
| Dépenses fiscales / PIB nominal | 1,1% | 1,2% |
| Dépenses fiscales / Recettes fiscales totales | 8,0% | 8,0% |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

Le tableau qui suit donne les ratios des dépenses fiscales par impôt sur les recettes fiscales totales. Ces ratios se présentent comme suit ; 3,17 % pour l'IS, 2,03 % pour les DD et de 1,33 % pour la TVA.

Tableau 14 : Ratios dépenses fiscales par impôt sur les recettes fiscales totales

| Rubriques | Année 2020 | | Année 2021 | |
|-----------------------------------|--------------------------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|
| | Montants (en millions de FCFA) | Ratios (%) | Montants (en millions de FCFA) | Ratios (%) |
| Recettes fiscales totales | 1 377 023,82 | - | 1 687 513,34 | - |
| Dépenses fiscales totales | 110 278,58 | 8,0 | 134 452,56 | 8,0 |
| <i>Dépenses fiscales en IS</i> | 40 165,77 | 2,9 | 53 484,30 | 3,2 |
| <i>Dépenses fiscales en DD</i> | 31 128,46 | 2,3 | 34 230,34 | 2,0 |
| <i>Dépenses fiscales en TVA</i> | 26 833,07 | 1,9 | 22 491,79 | 1,3 |
| <i>Dépenses fiscales en IRCM</i> | 6 020,15 | 0,4 | 14 265,93 | 0,8 |
| <i>Dépenses fiscales en DET</i> | 2 836,90 | 0,2 | 5 865,12 | 0,3 |
| <i>Dépenses fiscales en TPA</i> | 2 442,70 | 0,2 | 3 185,77 | 0,2 |
| <i>Dépenses fiscales en TPP</i> | 806,99 | 0,1 | 833,29 | 0,0 |
| <i>Dépenses fiscales en IBICA</i> | 16,32 | 0,0 | 16,38 | 0,0 |
| <i>Dépenses fiscales en IBNC</i> | 9,95 | 0,0 | 16,56 | 0,0 |
| <i>Dépenses fiscales en IRF</i> | 9,68 | 0,0 | 12,08 | 0,0 |
| <i>Dépenses fiscales en TVT</i> | 8,60 | 0,0 | 44,05 | 0,0 |
| <i>Dépenses fiscales en TAF</i> | - | - | 6,95 | 0,0 |

Source : SP-CPF, Septembre 2022

CONCLUSION

L'objectif du présent rapport est de quantifier le manque à gagner en recettes fiscales induit par la mise en œuvre des mesures fiscales dérogatoires au cours de l'année 2021.

Pour y parvenir, la méthode « perte de recettes » a été utilisée conformément à la décision de l'UEMOA. Les mesures identifiées ont concerné douze (12) impôts pour lesquels le système fiscal de référence a été déterminé. Il s'agit de l'Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA), l'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC), l'Impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM), l'Impôt sur les revenus fonciers (IRF), la Taxe patronale et d'apprentissage (TPA), la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la Taxe sur les produits pétroliers (TPP), la Taxe sur les véhicules de tourisme (TVT), la Taxe sur les activités financières (TAF), les Droits d'enregistrement et de timbre (DET) et les Droits de douanes (DD).

Il a été inventorié au total deux cent trente-sept (237) mesures fiscales dérogatoires en vigueur en 2021 dont cent soixante-quatorze (174) ont fait l'objet d'évaluation.

Les résultats révèlent que le montant total des dépenses fiscales s'élève à 134,45 milliards de FCFA soit 8,0 % des recettes fiscales totales et 1,2 % du PIB nominal. Suivant la nature de l'impôt, les dépenses fiscales les plus importantes en 2021 s'observent au niveau de l'Impôt sur les sociétés (39,8 %), des Droits de douane (25,5 %), de la TVA (16,7 %), et de l'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (10,6 %). L'analyse des ratios dégagés dans le rapport permet l'appréciation de l'impact des mesures dérogatoires sur les recettes fiscales et contribuera à la réflexion sur la rationalisation des dépenses fiscales. Par ailleurs, il est impérieux que le pays se dote d'un document de politique fiscale à vision prospective assortie d'une stratégie devant permettre à la fiscalité de jouer pleinement son rôle d'instrument de politique économique.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES PREVUES

1- LISTE DES MESURES FISCALES PREVUES PAR LE CODE GENERAL DES IMPOTS

| N° | Réf. Code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|----------------|-------|--|------------------------|
| 1 | Art. 396 5° | DET | Exonération des actes de dissolution de sociétés qui ne portent aucune transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes | Exonération |
| 2 | Art. 396 5° | DET | Exonération des apports en numéraires et des apports en nature de biens dont la mutation à titre onéreux n'entraîne pas l'application de droits proportionnels | Exonération |
| 3 | Art. 396 5° | DET | Exonération des prorogation et fusion de sociétés, quel que soit le mode de fusion | Exonération |
| 4 | Art. 396 5° | DET | Exonération des actes portant augmentation du capital, à l'exception de ceux entraînant la création de parts ou actions nouvelles | Exonération |
| 5 | Art. 412 | DET | Taux réduit à 3% pour les mutations de propriété de premier appartement ou maison destiné à l'habitation principale d'un prix inférieur ou égal à 10 millions | Réduction |
| 6 | Art. 413 | DET | Exonération partielle de droit par application du droit fixe aux opérations de crédit-bail | Réduction |
| 7 | Art. 419 | DET | Exonération des contrats de crédit-bail portant sur les biens meubles | Exonération |
| 8 | Art. 428 | DET | Marchés publics et autres opérations exonérées (Projets et Programmes, ONG et Associations, Entreprises, Administration publique) | Exonération |
| 9 | Art. 480 1) 1° | DET | Taux réduit à 2% pour les dons et legs faits aux associations d'enseignement reconnues d'utilité publique et aux sociétés d'éducation populaire reconnues d'utilité publique subventionnées par l'Etat ou par une collectivité locale | Réduction |
| 10 | Art. 480 1) 2° | DET | Taux réduit à 2% pour certains dons et legs faits aux établissements pourvus de la personnalité civile avec obligation pour les bénéficiaires de consacrer ses libéralités à l'achat d'œuvres d'art, de monuments ou d'objets ayant un caractère historique, de livres, d'imprimés ou de manuscrits destinés à figurer dans une collection publique ou l'entretien d'une collection publique | Réduction |
| 11 | Art. 480 1) 3° | DET | Taux réduit à 2% pour les dons et legs faits aux organismes nationaux de prévoyance sociale | Réduction |
| 12 | Art. 194 & 195 | IBICA | Exonération temporaire des plus-values de réévaluation | Exonération temporaire |

| N° | Réf. Code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|----------------|---------------------------------|--|------------------------|
| 13 | Art. 196 2° | IBICA | Réduction de 30% de l'impôt sur les bénéfices pour les adhérents des CGA | Réduction |
| 14 | Art. 196 2° | IBNC | Réduction de 30% de l'impôt sur les bénéfices pour les adhérents des CGA | Réduction |
| 15 | Art. 194 & 195 | IBNC | Exonération temporaire des plus-values de réévaluation | Exonération temporaire |
| 16 | Art. 130 1° | IRCM | Exonération des intérêts des sommes inscrites sur les livrets de la CNE et des comptes d'épargne logement régis par la loi | Exonération |
| 17 | Art. 130 2° | IRCM | Exonération des intérêts générés par les dépôts à terme de la Société nationale des postes du Burkina Faso (SONAPOST) | Exonération |
| 18 | Art. 130 5° | IRCM | Les intérêts des prêts consentis ou les produits des dépôts effectués par les sociétés de construction d'habitat social | Exonération |
| 19 | Art. 122 4° | IRF | Exonération de revenu cumulé par bailleur inférieur à 20 000 F dans une même localité | Exonération |
| 20 | Art. 122 5° | IRF | Exonération totale des revenus fonciers provenant d'un bail d'immeuble construit ou acquis pendant la période d'activité au profit des personnes retraités et conjoints survivants lorsque le bail ou le cumul du bail n'excède pas 500 000 FCFA | Exonération |
| 21 | Art. 122 6° | IRF | Exonération par décret d'impôt sur les revenus fonciers des entreprises publiques ou privées ayant pour principal objet la promotion de l'habitat social | Exonération |
| 22 | Art. 196 2° | IS | Réduction de 30% de l'impôt sur les bénéfices pour les adhérents des CGA | Réduction |
| 23 | Art. 104 | IS | Exonération des plus-values résultant de fusion ou d'apport de sociétés de capitaux à l'exception des marchandises | Exonération |
| 24 | Art. 45 1° | IS | Exonération des bénéfices des sociétés coopératives qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents | Exonération |
| 25 | Art. 194 & 195 | IS | Exonération temporaire des plus-values de réévaluation | Exonération temporaire |
| 26 | Art. 221 | Retenue à la source libératoire | Taux réduit à 2% pour les activités de vacation en matière d'enseignement | Réduction |
| 27 | Art. 196 2° | TPA | Abattement de 20% sur les sommes et avantages alloués aux salariés des adhérents des CGA | Abattement |

| N° | Réf. Code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|----------------|-------|---|--------------------|
| 28 | Art. 227 2° | TPA | Exonération des associations ou organismes à but non lucratif, sous réserve du respect strict de leur objet | Exonération |
| 29 | Art. 227 2° | TPA | Exonération des entreprises privées d'enseignement et de soins de santé | Exonération |
| 30 | Art. 227 2° | TPA | Exonération de la Société Nationale des Postes du Burkina Faso | Exonération |
| 31 | Art. 307 10° a | TVA | Exonération des importations et des ventes de produits alimentaires non transformés, frais, réfrigérés, ou congelés destinés à la consommation y compris le poisson | Exonération |
| 32 | Art. 307 10° b | TVA | Exonération des importations et des ventes de viande non transformées, fraîches ou réfrigérées destinées à la consommation à l'exclusion de la viande congelée | Exonération |
| 33 | Art. 307 11° | TVA | Exonération des ventes d'aliments pour bétail et pour volailles produits au Burkina Faso | Exonération |
| 34 | Art. 307 13° e | TVA | Exonération des intérêts des prêts consentis aux personnes physiques pour la construction ou l'acquisition de la première maison ou du premier appartement destiné à leur habitation principale lorsque la valeur hors taxe de cette habitation ne dépasse pas un montant fixé par arrêté du ministre chargé des finances | Exonération |
| 35 | Art. 307 20° | TVA | Opérations effectuées par les entreprises de construction d'habitats à caractère social agréées comme tels et dont les prix de référence sont fixés par les pouvoirs publics | Exonération |
| 36 | Art. 307 23° | TVA | Fourniture d'eau et d'électricité aux personnes physiques pour la tranche sociale de leur consommation domestique pour un niveau de consommation fixé par arrêté du ministre chargé des finances | Exonération |
| 37 | Art. 307 24° | TVA | Exonération des opérations de transports terrestre -Urbain-commun | Exonération |
| 38 | Art. 307 7° | TVA | Exonération des ventes par les artistes de leurs œuvres d'art à l'exception des articles d'orfèvrerie, de bijouterie, de joaillerie ainsi que des objets manufacturés par des artisans ou industriels de l'art | Exonération |
| 39 | Art. 308 | TVA | Exonération des locations effectuées par les sociétés de crédit-bail, les importations et les ventes (portant sur les biens exclus du droit à déduction et pour les clients non assujettis) | Exonération |
| 40 | Art. 308 2° | TVA | Exonération sur le matériel solaire | Exonération |

| N° | Réf. Code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-------------|-------|--|--------------------|
| 41 | Art. 308 2° | TVA | Pétrole lampant | Exonération |
| 42 | Art. 308 2° | TVA | Huiles 2 temps | Exonération |
| 43 | Art. 308 2° | TVA | Engrais | Exonération |
| 44 | Art. 308 2° | TVA | Insecticides anti rongeurs, fongicides, herbicides inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes ; désinfectants et produits similaires présentés dans des formes ou emballages de ventes au détail ou à l'état de préparation ou sous forme d'articles tels que rubans, mèches et bougies soufrés et papier tuemouches lorsque ces produits sont destinés à l'agriculture. | Exonération |
| 45 | Art. 308 2° | TVA | Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires | Exonération |
| 46 | Art. 308 2° | TVA | Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré. | Exonération |
| 47 | Art. 308 2° | TVA | Pompes actionnées à la main, autres que celles des n°s 8413.11 ou 8413.19 | Exonération |
| 48 | Art. 308 2° | TVA | Appareils à projeter des produits insecticides, fongicides, herbicides et similaires | Exonération |
| 49 | Art. 308 2° | TVA | Appareils pour l'arrosage | Exonération |
| 50 | Art. 308 2° | TVA | Charrues | Exonération |
| 51 | Art. 308 2° | TVA | Herses, scarificateurs, cultivateurs, extirpateurs, houes, sarcleuses et bineuses : | Exonération |
| 52 | Art. 308 2° | TVA | Semoirs, plantoirs et repiqueurs | Exonération |
| 53 | Art. 308 2° | TVA | Epandeurs de fumier et distributeurs d'engrais | Exonération |
| 54 | Art. 308 2° | TVA | Faucheuses, y compris les barres de coupe à monter sur tracteur | Exonération |
| 55 | Art. 308 2° | TVA | Presses à paille ou à fourrage, y compris les presses ramasseuses | Exonération |
| 56 | Art. 308 2° | TVA | Autres machines et appareils pour la récolte; machines et appareils pour le battage : | Exonération |
| 57 | Art. 308 2° | TVA | Machines pour le nettoyage ou le triage des œufs, fruits ou autres produits agricoles | Exonération |
| 58 | Art. 308 2° | TVA | Machines et appareils de laiterie | Exonération |

| N° | Réf. Code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-------------|------------------------|---|--------------------|
| 59 | Art. 308 2° | TVA | Machines et appareils pour la préparation des aliments ou provendes pour animaux | Exonération |
| 60 | Art. 308 2° | TVA | Machines et appareils pour l'aviculture, y compris les couveuses et éleveuses : | Exonération |
| 61 | Art. 308 2° | TVA | De machines ou appareils d'aviculture | Exonération |
| 62 | Art. 328 6° | TVA | Remboursement TVA aux organisation à but non lucratif bénéficiant d'une dérogation accordée par le Ministre chargé des finances pour investissement au profit des populations d'un montant au moins égale à 15 millions de FCFA | Exonération |
| 63 | Art. 356 3° | Taxes sur les boissons | Exonération des jus de fruits ou de légumes fabriqués au Burkina Faso à partir de matières premières locales | Exonération |
| 64 | Art.392 | TAF | Exonération des intérêts des prêts consentis aux personnes physiques pour la construction ou l'acquisition de la première maison ou du premier appartement destiné à leur habitation principale lorsque la valeur hors taxe de cette habitation ne dépasse pas un montant fixé par arrêté du ministre chargé des finances | Exonération |

2- LISTE DES MESURES FISCALES PREVUES PAR LE CODE MINIER

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|------------------|-------|---|--------------------|
| 1 | art. 149 & 153 | DD | Imposition au Taux de 5% de la catégorie I pour les biens, matières et intrants destinés aux activités de recherche | Réduction |
| 2 | art. 155 | DD | Exonération de droits lors de l'importation de biens et intrants pendant la phase de travaux préparatoires à l'exploitation | Exonération |
| 3 | art. 164 | DD | Imposition au Taux de 5% de la catégorie I pour les biens, matières et intrants destinés aux activités d'exploitation pendant la phase d'exploitation | Réduction |
| 4 | Art. 147 CM-2015 | DET | Exonération totale de droits pendant la phase de recherche | Exonération |
| 5 | art. 147 | IBICA | Exonération totale pendant la phase de recherche | Exonération |
| 6 | art. 147 | IBICA | Exonération totale pendant la phase de travaux préparatoires | Exonération |
| 7 | Art. 168 | IBICA | Admissions de provision pour reconstitution du gisement comme charge pendant la phase d'exploitation | Provision |
| 8 | art. 160 | IRCM | Imposition au taux de 6,25% de l'IRCM pendant la phase d'exploitation | Réduction |
| 9 | art. 147 | IS | Exonération totale pendant la phase de recherche | Exonération |
| 10 | art. 147 | IS | Exonération totale pendant la phase de travaux préparatoires | Exonération |
| 11 | art. 88 CM-2003 | IS | Réduction du Taux de 10 points pendant la phase d'exploitation | Réduction |
| 12 | art. 147 | TPA | Exonération totale de taxe pendant la phase de recherche | Exonération |
| 13 | art. 147 | TPA | Exonération totale de taxe pendant la phase de travaux préparatoires | Exonération |
| 14 | art. 162 | TPA | Exonération de 7 ans pendant la phase d'exploitation | Exonération |
| 15 | art. 147 | TVA | Exonération totale pendant la phase de recherche de taxe sur les importations et acquisition en régime intérieur des biens nécessaires à la réalisation des activités géologiques et/ou minières, à l'exclusion des biens exclus du droit à déduction conformément au Code des impôts | Exonération |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-------------|-------|---|--------------------|
| 16 | art. 147 | TVA | Exonération totale pendant la phase de recherche de taxe sur les services fournis par les entreprises géo-services | Exonération |
| 17 | art. 154. 1 | TVA | Exonération de taxe pendant la phase de travaux préparatoires sur les importations de matériaux, des équipements nécessaires à la réalisation des infrastructures techniques de la mine | Exonération |
| 18 | art. 154. 1 | TVA | Exonération de taxe pendant la phase de travaux préparatoires sur les acquisitions en régime intérieur d'équipement de fabrication locale | Exonération |
| 19 | art. 154. 1 | TVA | Exonération de taxe pendant la phase de travaux préparatoires sur les services fournis par les entreprises de géo-services et assimilés | Exonération |
| 20 | art. 154. 2 | TVA | Exonération de taxe pendant la phase de travaux préparatoires sur l'acquisition d'une mine par contrat clé en main | Exonération |

3- LISTE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES PREVUES PAR LE CODE DES INVESTISSEMENTS

| N° | Réf.code | Impôt | Allègement Fiscal | Type de dérogation |
|----|------------|-------|---|--------------------|
| 1 | Art. 27 1a | DD | Acquittement des droits au taux de 5% de la catégorie I sur les équipements d'exploitation, y compris le premier lot de pièces de rechange les accompagnant au titre des investissements en régime A | Réduction d'impôt |
| 2 | Art. 27 2a | DD | Acquittement des droits au taux de 5% de la catégorie I sur les équipements d'exploitation, y compris le premier lot de pièces de rechange les accompagnant au titre des investissements en régime B | Réduction d'impôt |
| 3 | Art. 27 3a | DD | Acquittement des droits au taux de 5% de la catégorie I sur les équipements d'exploitation, y compris le premier lot de pièces de rechange les accompagnant au titre des investissements en régime C | Réduction d'impôt |
| 4 | Art. 27 4a | DD | Acquittement des droits au taux de 5% de la catégorie I sur les équipements, y compris le premier lot de pièces de rechange les accompagnant au titre des investissements en régime D | Réduction d'impôt |
| 5 | Art. 27 5a | DD | exonération totale des droits de douane sur les équipements d'exploitation et le premier lot de pièces de rechange les accompagnant au titre des investissements en régime E | Exonération |
| 6 | Art. 27 5b | DD | Acquittement du droit de douane au taux de 5% sur les biens et services importés pendant les 7 premières années d'exploitation en régime E | Exonération |
| 7 | Art. 28 | DD | Acquittement du droit de douane de la catégorie 1 du tarif des douanes au taux de 5% sur les équipements d'exploitation et le premier lot de pièces de rechange les accompagnant pour les sous-traitants exclusifs des entreprises agréées aux régimes Code des investissements | Réduction d'impôt |
| 8 | Art. 35 1 | DD | Exonération en phase d'investissement, des droits de douanes pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 9 | Art. 35 2 | DD | Acquittement pour une période de 10 ans, en phase d'exploitation, des droits de douane au taux de 5% pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Réduction d'impôt |

| N° | Réf.code | Impôt | Allègement Fiscal | Type de dérogation |
|----|-------------|-------|---|--------------------|
| 10 | Art. 27. 1a | IRCM | exonération de l'IRC pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime A | Exonération |
| 11 | Art. 27. 2a | IRCM | exonération de l'IRC pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime B | Exonération |
| 12 | Art. 27. 3a | IRCM | exonération de l'IRC pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime C | Exonération |
| 13 | Art. 27. 4a | IRCM | exonération de l'IRC pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime D | Exonération |
| 14 | Art. 27. 5b | IRCM | exonération pour les 7 premières années d'exploitation de l'IRVM pour les entreprises relevant du régime E | Exonération |
| 15 | Art. 31 | IRCM | Prorogation de 2 ans de l'exonération totale de l'IRVM pour des entreprises du régime E installées à plus de 50Km de Ouagadougou | Exonération |
| 16 | Art. 35 1 | IRCM | exonération de l'IRC pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 17 | Art. 35 2 | IRCM | Exonération pour les 7 premières années d'exploitation de l'IRVM pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 18 | Art. 27. 1a | IS | exonération de l'IS pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime A | Exonération |
| 19 | Art. 27. 1b | IS | exonération pour les deux premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises relevant du régime A | Exonération |
| 20 | Art. 27. 1b | IS | Réduction de 50% de l'IS de la 3e à la 5e année d'exploitation pour les entreprises relevant du régime A | Réduction d'impôt |
| 21 | Art. 27. 2a | IS | exonération de l'IS pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime B | Exonération |
| 22 | Art. 27. 2b | IS | exonération pour les trois premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises relevant du régime B | Exonération |
| 23 | Art. 27. 2b | IS | Réduction de 50% de l'IS de la 4e à la 6e année d'exploitation pour les entreprises relevant du régime B | Réduction d'impôt |

| N° | Réf.code | Impôt | Allègement Fiscal | Type de dérogation |
|----|-------------------------|-------|--|--------------------|
| 24 | Art. 27. 3a | IS | exonération de l'IS pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime C | Exonération |
| 25 | Art. 27. 3b | IS | exonération pour les quatre premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises relevant du régime C | Exonération |
| 26 | Art. 27. 3b | IS | Réduction de 50% de l'IS de la 5e à la 7e année d'exploitation pour les entreprises relevant du régime C | Réduction d'impôt |
| 27 | Art. 27. 4a | IS | exonération de l'IS pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime D | Exonération |
| 28 | Art. 27. 4b | IS | exonération pour les 4 premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises relevant du régime D | Exonération |
| 29 | Art. 27. 4b | IS | Réduction de 50% de l'IS de la 5e à la 7e année d'exploitation pour les entreprises relevant du régime D | Réduction d'impôt |
| 30 | Art. 27. 5b | IS | Exonération pour les 7 premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises relevant du régime E | Exonération |
| 31 | Art. 27. 5b | IS | application de l'IS au taux de 15% sur les bénéfices de la 8e à la 15e année d'exploitation pour les entreprises relevant du régime E | Réduction d'impôt |
| 32 | Art. 31 | IS | Prorogation de 2 ans de l'exonération totale d'IS pour des entreprises installées a plus de 50Km de Ouagadougou | Exonération |
| 33 | Art. 35 1 | IS | exonération de l'IS pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 34 | Art. 35 2 | IS | Exonération pour les 7 premières années d'exploitation de l'IS pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 35 | Art. 35 2 | IS | Application de l'IS au taux de 15% sur les bénéfices de la 8e à la 15e année d'exploitation pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Réduction d'impôt |
| 36 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Report des reliquats de déficits successivement jusqu'au 2e exercice après le terme des reports déficitaires autorisés par la législation en vigueur pour le régime A | Déduction |
| 37 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Déduction pendant 5 ans de 50% des investissements à préciser par décret sans excéder 50% du bénéfice imposable pour le régime A | Déduction |
| 38 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Report des reliquats de déficits successivement jusqu'au 3e exercice après le terme des reports déficitaires autorisés par la législation en vigueur pour le régime B | Déduction |

| N° | Réf.code | Impôt | Allègement Fiscal | Type de dérogation |
|----|-------------------------|-------|---|------------------------|
| 39 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Déduction pendant 6 ans de 50% des investissements à préciser par décret sans excéder 50% du bénéfice imposable pour le régime A | Déduction |
| 40 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Report des reliquats de déficits successivement jusqu'au 4e exercice après le terme des reports déficitaires autorisés par la législation en vigueur pour le régime B | Déduction |
| 41 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Déduction pendant 7 ans de 50% des investissements à préciser par décret sans excéder 50% du bénéfice imposable pour le régime A | Déduction |
| 42 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | report des reliquats de déficits successivement jusqu'au 4e exercice après le terme des reports déficitaires autorisés par la législation en vigueur pour le régime B | Déduction |
| 43 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | IS | Déduction pendant 7 ans de 50% des investissements à préciser par décret sans excéder 50% du bénéfice imposable pour le régime A | Déduction |
| 44 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | TPA | Exonération totale pendant 5 ans de la TPA pour le régime A | Exonération temporaire |
| 45 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | TPA | Exonération totale pendant 6 ans de la TPA pour le régime B | Exonération temporaire |
| 46 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | TPA | Exonération totale pendant 7 ans de la TPA pour le régime C | Exonération temporaire |
| 47 | Art. 24 1b Cinvest-2010 | TPA | Exonération totale pendant 7 ans de la TPA pour le régime D | Exonération temporaire |
| 48 | Art. 27. 1a | TPA | Exonération de la TPA pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime A | Exonération |
| 49 | Art. 27. 1b | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 5 premières années d'exploitation pour les entreprises relevant du régime A | Exonération |
| 50 | Art. 27. 2a | TPA | exonération de la TPA pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime B | Exonération |
| 51 | Art. 27. 2b | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 6 premières années d'exploitation pour les entreprises relevant du régime B | Exonération |

| N° | Réf.code | Impôt | Allègement Fiscal | Type de dérogation |
|----|-------------|-------|---|--------------------|
| 52 | Art. 27. 3a | TPA | Exonération de la TPA pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime C | Exonération |
| 53 | Art. 27. 3b | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 7 premières années d'exploitation pour les entreprises relevant du régime C | Exonération |
| 54 | Art. 27. 4a | TPA | Exonération de la TPA pour les entreprises nouvelles en phase d'investissement relevant du régime D | Exonération |
| 55 | Art. 27. 4b | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 7 premières années d'exploitation pour les entreprises relevant du régime D | Exonération |
| 56 | Art. 27. 5b | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 7 premières années d'exploitation pour les entreprises relevant du régime E | Exonération |
| 57 | Art. 31 | TPA | Prorogation de 2 ans de l'exonération totale de la TPA pour des entreprises installées a plus de 50Km de Ouagadougou | Exonération |
| 58 | Art. 35 1 | TPA | Exonération de la TPA pendant la phase d'investissement pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |
| 59 | Art. 35 2 | TPA | Exonération totale de la TPA pendant les 7 premières années d'exploitation pour les entreprises installées sur les sites des pôles de croissance et des zones économiques spéciales | Exonération |

4- LISTE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES PREVUES PAR LA LOI POLE DE CROISSANCE

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-----------------|-------|--|--------------------|
| 1 | Art. 32 LF 2014 | DD | Réduction à 5% des droits de douanes pendant la durée de la convention sur les importations | Réduction |
| 2 | Art. 32 LF 2014 | DD | Exonération des droits de douane à l'importation de biens des structures de gestion (projet pôle de croissance de Bagré) | Exonération |
| 3 | Art. 32 LF 2014 | IRCM | Exonération de IRVM pendant dix (10) ans | Exonération |
| 4 | Art. 32 LF 2014 | IS | Exonération d'IS pendant les 7 premières années | Exonération |
| 5 | Art. 32 LF 2014 | TPA | Exonération de TPA pendant dix (10) ans | Exonération |
| 6 | Art. 32 LF 2014 | TVA | Exonération de la TVA sur les ventes de biens et services des structures de gestion | Exonération |
| 7 | Art. 32 LF 2014 | TVA | Exonération de la TVA sur les achats de biens et services des structures de gestion | Exonération |

5- LISTE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES PREVUES PAR LA LOI SCADD

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|------------|-------|---|--------------------|
| 1 | Art. 4. 2) | DD | Réduction à 7,5% des droits de douanes pendant la durée de la convention sur les importations | Réduction |
| 2 | Art. 4. 2) | IRCM | Exonération d'IRVM pendant les 7 premières années | Exonération |
| 3 | Art. 4. 2) | IS | Exonération d'IS pendant les 7 premières années | Exonération |
| 4 | Art. 4. 2) | TPA | Exonération de la TPA pendant les 7 premières années | Exonération |
| 5 | Art. 4. 1) | TVA | Exonération en phase d'investissement de la TVA sur les importations de biens et services destinés strictement à la réalisation de projets dans les Pôles de croissances (Structure de gestion) | Exonération |

6- LISTE DES MESURES FISCALES PREVUES PAR D'AUTRES TEXTES

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|---------------------|-------|--|--------------------|
| 1 | Lettre 1291/MFC/D | DD | Accordant une exonération douanière aux instituts de recherche(IRD) | Exonération totale |
| 2 | Convention 2013/009 | DD | De l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA) | Exonération totale |
| 3 | Accord 96/10033 | DD | De siège entre le BURKINA FASO et l'UEMOA | Exonération totale |
| 4 | Lettre 2209/MF-CAB | DD | EXONERATION DES DRIOTS ET TAXES A COMPTE DU 1er NOVEMBRE 1962 | Exonération totale |
| 5 | Accord 2001/09 | DD | Entre le grand-duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif à l'appui au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) | Exonération totale |
| 6 | Accord 2016/28 | DD | ENTRE LE BURKINA FASO ET LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE RELATIF A L'ETABLISSEMENT DU SIEGE DU CENTRE INTERNATIONAL POUR L'EDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'UNION AFRICAINE (UA/CIEFFA) | Exonération totale |
| 7 | Accord 2010/014 | DD | ENTRE LE BURKINA FASO ET L'AUTORITE DU BASSIN DE LA VOLTA | Exonération totale |
| 8 | Accord 2012/001 | DD | ENTRE LE BURKINA FASO ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS (OIM) | Exonération totale |
| 9 | Accord 2013/017 | DD | ENTRE LE BURKINA FASO ET LE CENTRE OUEST AFRICAINE DE RECHERCHE ET DE SERVICES SCIENTIFIQUES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'UTILISATION ADAPTEE DES TERRES(WASCAL) | Exonération totale |
| 10 | Accord 2015/04 | DD | ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ET L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN ELEVAGE (ILRI) | Exonération totale |
| 11 | Lettre 2016/27 | DD | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-----------------------------------|-------|---|--------------------|
| 12 | Accord 2001/09 | DD | ENTRE LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE BURKINA FASO RELATIF A L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) | Exonération totale |
| 13 | Lettre 2016/27 | DD | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 14 | Lettre 2016/27 | DD | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 15 | Accord 2021/23 | DD | ACCOR DE LA MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIEME PHASE DU PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AGRICOLE AU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 16 | Lettre 2019-00756/MINEFID/SG/DGD | DD | RELATIVE A UNE DEMANDE D'EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE AU PROFIT DU FESPACO | Exonération totale |
| 17 | Lettre 2015-01575/MEF/SG/DGD | DD | RELATIVE A L'EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE POUR LE FONDS DE DEVELOPPEMENT DE L'ELECTRIFICATION | Exonération totale |
| 18 | Accord 97/073 | DD | ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ET LE CIRDES | Exonération totale |
| 19 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | DD | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 20 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-----------------------------------|-------|--|--------------------|
| 21 | Accord 2020/008 | DD | ENTRE LE BURKINA FASO ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE SUR LE PROGRAMME D'AIDE A L'EQUIPEMENT DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE AU PROFIT DE FORCES ARMEES ETRANGERES ET L'ENVOI D'UN GROUPE D'EXPERTS TECHNIQUES DE LA BUNDESWEHR AU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 22 | Lettre 2019-002598/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE | Exonération totale |
| 23 | Décret 67-246/PRES/ | DD | FIXANT LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES EN MATIERE DOUANIERE | Exonération totale |
| 24 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | DD | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 25 | Lettre 2021-000395/MINEFID/SG/DGD | DD | ACCORDANT UNE EXONERATION AU MINISTERE DE LA SECURITE RELATIVE A L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES DE SECURITE | Exonération totale |
| 26 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 27 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | DD | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 28 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|--|-------|---|--------------------|
| 29 | Lettre 2021-000377/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION D'UN VEHICULE DE MARQUE CITROEN BERLINGO CHASSIS N°BJ816243 APPARTENANT A MONSIEUR COULIBALY SAIB ABOU EN SITUATION DE HANDICAPE PHYSIQUE | Exonération totale |
| 30 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | DD | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 31 | Convention du 25 mars 1991 entre le SPONG et le Gouvernement du BF | DD | Convention d'agrément entre le gouvernement du Burkina Faso et le Secrétariat permanent des Organisations non gouvernementales(SPONG) portant exonération de droit et taxe à l'importation | Exonération totale |
| 32 | Accord 2004/20 | DD | ENTRE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET LE BURKINA FASO RELATIF AU TRANSPORT AERIEN | Exonération totale |
| 33 | Lettre 2019-002701/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DOUANIERE AU PROFIT DE LA SOCIETE SOGEA SATOM DANS LE CADRE DU PROJET D'AMELIORATION DE LA ROCADE SUD-EST DU BOULEVARD DES TANSOBA | Exonération totale |
| 34 | Arrangement 3838/MF | DD | ENTRE AIR BURKINA ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ACCORDANT DES AVANTAGES DOUANIERES A AIR BURKINA SA | Exonération totale |
| 35 | Lettre 2021-000831/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION A L'IMPORTATION SUR LE MATERIEL D'ASSISTANCE AEROPORTUAIRE AU PROFIT DU REGIE ADMINISTRATIVE CHARGEE DE LA GESTION DE L'ASSISTANCE EN ESCALE(RACGAE) | Exonération totale |
| 36 | Lettre 2021-000216/MINEFID/SG/DGD | DD | RELATIVE A UNE EXONERATION DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION DES MASQUES CHIRURGICAUX AU PROFIT DE BIOMEDICALIS SYSTYEMS | Exonération totale |
| 37 | Lettre 2017-00889/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANES | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-----------------------------------|-------|---|--------------------|
| 38 | Lettre 2020-001713/MINEFID/SG/DGD | DD | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE A L'IMPORTATION DE MATERIELS MEDICAUX AU PROFIT DE LA SOCIETE MEDIC BIO DANS LE CADRE DE LA COVID19 | Exonération totale |
| 39 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | DD | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 40 | Lettre 2020-002736/MINEFID/SG/DGD | DD | RELATIVE A LA FISCALITE APPLICABLE A LA SOCIETE DE PRODUCTION D'ENERGIE SOLAIRE DE OUAGADOUGOU (SPES) | Exonération totale |
| 41 | Lettre 1291/MFC/D | TVA | ACCORDANT UNE EXONERATION DOUANIERE AUX INSTITUTS DE RECHERCHE(IRD) | Exonération totale |
| 42 | Convention 2013/009 | TVA | DE L'AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE ET MADAGASCAR (ASECNA) | Exonération totale |
| 43 | Accord 96/10033 | TVA | DE SIEGE ENTRE LE BURKINA FASO ET L'UEMOA | Exonération totale |
| 44 | Lettre 2209/MF-CAB | TVA | EXONERATION DES DRIOTS ET TAXES A COMPTE DU 1er NOVEMBRE 1962 | Exonération totale |
| 45 | Accord 2001/09 | TVA | ENTRE LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE BURKINA FASO RELATIF A L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) | Exonération totale |
| 46 | Accord 2016/28 | TVA | ENTRE LE BURKINA FASO ET LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE RELATIF A L'ETABLISSEMENT DU SIEGE DU CENTRE INTERNATIONAL POUR L'EDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'UNION AFRICAINE (UA/CIEFFA) | Exonération totale |
| 47 | Accord 2010/014 | TVA | ENTRE LE BURKINA FASO ET L'AUTORITE DU BASSIN DE LA VOLTA | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|----------------------------------|-------|---|--------------------|
| 48 | Accord 2012/001 | TVA | ENTRE LE BURKINA FASO ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS (OIM) | Exonération totale |
| 49 | Accord 2013/017 | TVA | ENTRE LE BURKINA FASO ET LE CENTRE OUEST AFRICAINE DE RECHERCHE ET DE SERVICES SCIENTIFIQUES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'UTILISATION ADAPTEE DES TERRES(WASCAL) | Exonération totale |
| 50 | Accord 2015/04 | TVA | ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ET L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN ELEVAGE (ILRI) | Exonération totale |
| 51 | Lettre 2016/27 | TVA | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 52 | Accord 2001/09 | TVA | ENTRE LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE BURKINA FASO RELATIF A L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) | Exonération totale |
| 53 | Lettre 2016/27 | TVA | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 54 | Lettre 2016/27 | TVA | LETTRE PORTANT ACCORD SUR L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 55 | Accord 2021/23 | TVA | ACCOR DE LA MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIEME PHASE DU PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AGRICOLE AU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 56 | Lettre 2019-00756/MINEFID/SG/DGD | TVA | RELATIVE A UNE DEMANDE D'EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE AU PROFIT DU FESPACO | Exonération totale |
| 57 | Lettre 2015-01575/MEF/SG/DGD | TVA | RELATIVE A L'EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE POUR LE FONDS DE DEVELOPPEMENT DE L'ELECTRIFICATION | Exonération totale |
| 58 | Accord 97/073 | TVA | ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ET LE CIRDES | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|-----------------------------------|-------|---|--------------------|
| 59 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | TVA | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 60 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 61 | Accord 2020/008 | TVA | ENTRE LE BURKINA FASO ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALED'ALLEMAGNE SUR LE PROGRAMME D'AIDE A L'EQUIPEMENT DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE AU PROFIT DE FORCES ARMEES ETRANGERES ET L'ENVOI D'UN GROUPE D'EXPERTS TECHNIQUES DE LA BUNDESWEHR AU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 62 | Lettre 2019-002598/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE | Exonération totale |
| 63 | Décret 67-246/PRES/ | TVA | FIXANT LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES EN MATIERE DOUANIERE | Exonération totale |
| 64 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | TVA | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 65 | Lettre 2021-000395/MINEFID/SG/DGD | TVA | ACCORDANT UNE EXONERATION AU MINISTERE DE LA SECURITE RELATIVE A L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES DE SECURITE | Exonération totale |
| 66 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|--|-------|--|--------------------|
| 67 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | TVA | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 68 | Lettre 2020-003022/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DE MATERIELS AU PROFIT DE LA SOCIETE SIBIRI BIOMEDICAL SERVICES DESTINES AUX HOSPITAUX PUBLICS DU BURKINA FASO | Exonération totale |
| 69 | Lettre 2021-000377/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION D'UN VEHICULE DE MARQUE CITROEN BERLINGO CHASSIS N°BJ816243 APPARTENANT A MONSIEUR COULIBALY SAIB ABOU EN SITUATION DE HANDICAPE PHYSIQUE | Exonération totale |
| 70 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | TVA | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 71 | Convention du 25 mars 1991 entre le SPONG et le Gouvernement du BF | TVA | Convention d'agrément entre le gouvernement du Burkina Faso et le Secrétariat permanent des Organisations non gouvernementales(SPONG) portant exonération de droit et taxe à l'importation | Exonération totale |
| 72 | Accord 2004/20 | TVA | ENTRE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET LE BURKINA FASO RELATIF AU TRANSPORT AERIEN | Exonération totale |
| 73 | Lettre 2019-002701/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DOUANIERE AU PROFIT DE LA SOCIETE SOGEA SATOM DANS LE CADRE DU PROJET D'AMELIORATION DE LA ROCADE SUD-EST DU BOULEVARD DES TANSOBA | Exonération totale |
| 74 | Arrangement 3838/MF | TVA | ENTRE AIR BURKINA ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ACCORDANT DES AVANTAGES DOUANIERES A AIR BURKINA SA | Exonération totale |

| N° | Réf.code | Impôt | Mesure fiscale dérogatoire | Type de dérogation |
|----|---|-------|---|--------------------|
| 75 | Lettre 2021-000831/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION A L'IMPORTATION SUR LE MATERIEL D'ASSISTANCE AEROPORTUAIRE AU PROFIT DU REGIE ADMINISTRATIVE CHARGEE DE LA GESTION DE L'ASSISTANCE EN ESCALE(RACGAE) | Exonération totale |
| 76 | Lettre 2021-000216/MINEFID/SG/DGD | TVA | RELATIVE A UNE EXONERATION DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION DES MASQUES CHIRURGICAUX AU PROFIT DE BIOMEDICALIS SYSTYEMS | Exonération totale |
| 77 | Lettre 2017-00889/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANES | Exonération totale |
| 78 | Lettre 2020-001713/MINEFID/SG/DGD | TVA | PORTANT EXONERATION DES DROITS ET TAXES DE DOUANE A L'IMPORTATION DE MATERIELS MEDICAX AU PROFIT DE LA SOCIETE MEDIC BIO DANS LE CADRE DE LA COVID19 | Exonération totale |
| 79 | Arrêté 2019-00383/MINEFID/SG/DGD | TVA | FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'IMPORTATAION EN FRANCHISE DES DROITS ET TAXES DE DOUANE DE VEHICULES AUTOMOBILES AU PROFIT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET DES FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DES ORGANISMES INTERNATIONALES | Exonération totale |
| 80 | Lettre 2020-002736/MINEFID/SG/DGD | TVA | RELATIVE A LA FISCALITE APPLICABLE A LA SOCIETE DE PRODUCTION D'ENERGIE SOLAIRE DE OUAGADOUGOU (SPES) | Exonération totale |
| 81 | Contrat plan entre l'Etat et la SONABEL | TPP | Exonération de la taxe sur les produits pétroliers au profit de la SONABEL | Exonération totale |
| 82 | Arrêté N°2016-123/MINEFID/SG/DGD du 20 mai 2019 | TVT | Exonération de la taxe sur les véhicules de tourisms au profit des membres du gouvernement et des présidents d'institutions | Exonération totale |

Annexe 2

COMITE DE REDACTION DU RAPPORT D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES DE 2021

| N° | Nom & Prénom(s) | Fonction | Adresse | |
|----|-----------------------------------|--|-------------|--|
| | | | Tél | Mail |
| 1 | KABORE Laurent Blaise | Secrétaire Permanent du Comité de Politique Fiscale | 70 94 65 45 | laurent_blaise@yahoo.fr |
| 2 | OUEDRAOGO Winnémi | Chef de département études fiscales et douanières au SP-CPF | 70 77 16 88 | winnemiouedraogo@gmail.com |
| 3 | ABGA M. Honoré | Directeur CGA Bobo Dioulasso | 71 70 29 30 | abgahonore@gmail.com |
| 4 | DABIRE Leban Marc | Directeur de la Règlementation et du Suivi de la Production à la DGMG | 71 44 61 97 | bireda78@yahoo.fr |
| 5 | KABORE Harouna | Chargé d'études au SP-CPF | 70 15 45 33 | kaboreharouna2@gmail.com |
| 6 | KABORE Passéquebzanga | Chef de département des données et statistiques au SP-CPF | 76 65 37 51 | kaboreptoussaint@gmail.com |
| 7 | KABORE Souleymane | Conseiller des affaires économiques à la DGU-CI | 71 35 90 75 | kasoulma@yahoo.fr |
| 8 | KABORE Vincent | Ingénieur d'application des techniques informatiques à la DGSi | 78 64 01 39 | vincent.kabore@finances.gov.bf |
| 9 | KAFANDO Augustin | Chargé d'études au SP-CPF | 70 70 52 26 | kaf.augustin@gmail.com |
| 10 | KANGAMBEGA Delwendé Serge Parfait | Chargé d'analyse et de prévision macroéconomique à la DGEP | 71 04 12 35 | sergekangambega18@hotmail.fr |
| 11 | KOITA Wasso Wenceslas | Expert en Economie et Développement au BAES | 78 38 30 93 | wasso2011@gmail.com |
| 12 | KONATE Demangore Oumar | Inspecteur des douanes – chef de service des régimes économiques et promotion des investissements à la DGD | 70 26 53 37 | demangoroumar@yahoo.fr |

| N° | Nom & Prénom(s) | Fonction | Adresse | |
|----|----------------------------|---|-------------|--|
| | | | Tél | Mail |
| 13 | KONKOBO Séni | Chef de Service Etudes et Réalisations Informatiques à la DGI | 70 72 37 35 | skonkobo@yahoo.fr |
| 14 | NABI David | Chargé d'études au SP-CPF | 70 94 97 45 | adna089@gmail.com |
| 15 | NABI Pousga | Chargé d'études au SP-CPF | 70 33 32 57 | nabipousga@gmail.com |
| 16 | NEYA Basson Ferdinand | Ingénieur statisticien à l'INSD | 71 68 76 56 | bassonneya@gmail.com |
| 17 | OUEDRAOGO Wendgoudi | Chargé d'études au SP-CPF | 72 85 62 22 | owenpass@yahoo.fr |
| 18 | ROUAMBA André | Statisticien à la DGI | 70 68 98 08 | a.rouamba013@gmail.com |
| 19 | SAKANDE Abdoulaye | Statisticien à la DGD | 72 21 59 09 | sakandeabdoulaye@yahoo.fr |
| 20 | SAWADOGO /KINDA J. Mariama | Responsable du service assistance aux entreprises CGA Ouaga | 70 35 23 15 | majudgefr@yahoo.fr |
| 21 | SAWADOGO Samuel | Chargé d'études au SP-CPF | 70 18 70 85 | sawsam87@yahoo.com |
| 22 | SOURABIE Yaya | Chef du Service des Régimes Particuliers et du Contentieux à la DGI | 76 21 76 34 | sourabie.ys@gmail.com |
| 23 | YAMEOGO W. Michel | Chargé d'études au SP-CPF | 70 41 67 78 | lehcimyam@gmail.com |

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|------------|
| SOMMAIRE | I |
| LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS | II |
| LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES | III |
| RESUME EXECUTIF | IV |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL ET D'ANALYSE DE L'EVALUATION | 2 |
| I. DEFINITION DES CONCEPTS | 2 |
| I.1. <i>Dépense fiscale</i> | 2 |
| I.2. <i>Système fiscal de référence</i> | 2 |
| II. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION | 3 |
| II.1. <i>Système fiscal de référence des impôts retenus pour l'évaluation</i> | 3 |
| II.1.1 Impôts sur les bénéfices | 3 |
| II.1.2 Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers..... | 5 |
| II.1.3 Impôt sur les revenus fonciers..... | 6 |
| II.1.4 Taxe patronale et d'apprentissage | 6 |
| II.1.5 Taxe sur la valeur ajoutée | 7 |
| II.1.6 Taxe sur les produits pétroliers | 8 |
| II.1.7 Taxe sur les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux | 8 |
| II.1.8 Taxes sur les activités financières (TAF)..... | 8 |
| II.1.9 Droits d'enregistrement et de timbre..... | 9 |
| II.1.10 Droits de douane | 9 |
| II.2. <i>Périmètre de l'évaluation</i> | 10 |
| II.2.1 Impôts retenus | 10 |
| II.2.2 Mesures fiscales dérogatoires évaluées | 10 |
| II.3. <i>Sources de données</i> | 10 |
| II.4. <i>Ciblage</i> | 10 |
| CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES | 12 |
| I. INVENTAIRE DES MESURES FISCALES DEROGATOIRES DE L'ANNEE 2021 | 12 |
| I.1. <i>Mesures fiscales dérogatoires prévues par le code général des impôts</i> | 13 |
| I.2. <i>Mesures fiscales dérogatoires prévues par le code minier</i> | 14 |
| I.3. <i>Mesures fiscales dérogatoires du code des investissements</i> | 14 |
| I.4. <i>Mesures fiscales dérogatoires prévues par la loi 025 (loi SCADD)</i> | 15 |
| I.5. <i>Mesures fiscales dérogatoires prévues par la loi sur les pôles de croissance</i> | 15 |
| I.6. <i>Mesures fiscales dérogatoires prévues par d'autres textes</i> | 16 |
| II. QUANTIFICATION DES DEPENSES FISCALES DE L'ANNEE 2021 | 16 |
| II.1. <i>Dépenses fiscales par source</i> | 17 |
| II.2. <i>Dépenses fiscales par impôt</i> | 19 |
| II.3. <i>Dépenses fiscales par type de dérogation</i> | 19 |
| II.4. <i>Dépenses fiscales par portée temporelle</i> | 20 |
| II.5. <i>Dépenses fiscales par bénéficiaire</i> | 21 |
| II.6. <i>Dépenses fiscales par objectif</i> | 21 |
| II.7. <i>Dépenses fiscales par fonction budgétaire</i> | 22 |
| II.8. <i>Ratios dépenses fiscales sur recettes fiscales par impôt</i> | 23 |
| II.9. <i>Ratios des dépenses fiscales par rapport à quelques agrégats macroéconomiques</i> | 23 |
| CONCLUSION | 25 |
| ANNEXES | 26 |
| TABLE DES MATIERES | 52 |